

NÜTZENADEL, Alexander, *Stunde der Ökonomen.  
Wissenschaft, Politik und Expertenkultur in der  
Bundesrepublik 1949-1974*

Jean Solchany

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/ifha/775>

DOI : 10.4000/ifha.775

ISSN : 2198-8943

**Éditeur**

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

**Référence électronique**

Jean Solchany, « NÜTZENADEL, Alexander, *Stunde der Ökonomen. Wissenschaft, Politik und Expertenkultur in der Bundesrepublik 1949-1974* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 12 septembre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/775> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.775>

---

Ce document a été généré automatiquement le 12 septembre 2025.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

---

# NÜTZENADEL, Alexander, *Stunde der Ökonomen. Wissenschaft, Politik und Expertenkultur in der Bundesrepublik 1949-1974*

Jean Solchany

---

- 1 « L'heure des économistes », le titre particulièrement suggestif de cet ouvrage tiré d'une habilitation d'histoire résume bien le processus qu'A.N. cherche à mettre en évidence : dans la RFA du « miracle économique », les économistes auraient été les principaux bénéficiaires d'un processus de scientification (Verwissenschaftlichung) de la politique, dont le point d'orgue aurait été la politique de régulation globale de l'économie (Globale Steuerung) conduite par Karl Schiller à la fin des années 60. Dans l'ensemble, l'étude d'A.N., fondée sur l'exploitation de nombreuses archives et une belle maîtrise d'une littérature secondaire particulièrement abondante, emporte l'adhésion. La « modernisation » de la science économique allemande au lendemain de 1945 – l'ouverture au mainstream anglo-saxon et le recours à la mathématisation permettant de rompre définitivement l'alliance jadis conclue entre l'économie et l'histoire au profit d'un modèle de légitimité calqué sur celui des sciences dures – contribue à lui conférer une réputation de scientificité à même de fonder un savoir d'expertise à destination de la politique et de la société. Ce processus est renforcé par la montée en puissance de la recherche économique empirique, certes amorcée sous Weimar – une préhistoire sur laquelle le lecteur aurait aimé en savoir un peu plus –, mais qui prend une dimension nouvelle après 1945 avec la fondation de nombreux instituts de recherche empirique dont l'Ifo de Munich n'est que le plus connu. Il n'est donc guère étonnant que les économistes deviennent des experts sollicités par les entreprises mais également par l'État, au sein duquel la traditionnelle prééminence des juristes est battue en brèche. Plus que les autres disciplines relevant peu ou prou des sciences sociales, l'économie aurait ainsi été la principale bénéficiaire de la montée en puissance d'une culture de l'expertise caractéristique de l'après-guerre. Dans un pays où les débats autour de l'économie prennent une place plus importante encore que dans les autres grands pays

industrialisés – la référence à 1929 et aux « erreurs » réelles ou supposées de la lutte menée contre la crise étant omniprésente dans les réflexions de l'après-guerre –, l'influence exercée par les économistes dans une logique de conseil et d'expertise s'accroît. De ce point de vue, le rôle joué par le Conseil des experts (Sachverständigenrat) montre combien cet organisme créé par l'État au milieu des années 60 mais disposant d'une large indépendance contribue à accroître, par ses prises de position critiques à l'encontre du gouvernement, l'ambition qui est celle des économistes ou du moins de certains des représentants les plus éminents de cette corporation d'exercer une influence sur la définition de la politique économique.

- 2 Enfin, à une époque caractérisée par une forte croissance qu'aucune crise de grande ampleur ne vient casser comme par le passé, la croyance en la science économique et les leçons qu'elle est supposée délivrer conduit progressivement à voir dans l'État l'instance régulatrice susceptible de lisser sans difficulté les à-coups de la conjoncture. La loi de stabilité adoptée en juin 1967 à l'instigation de Karl Schiller illustre la détermination des autorités ouest-allemandes à mettre en oeuvre une ambitieuse stratégie de gestion keynésienne de l'économie, l'opinion et les élites politiques étant alors sous le choc de la « mini-récession » de 1966. Les déceptions qui s'ensuivent dissipent toutefois rapidement la confiance excessive placée dans l'économie comme science de prédiction et de régulation. Les erreurs de prévision en dépit de l'élaboration de modèles de plus en plus sophistiqués et les impasses de l'action concertée après des débuts prometteurs mettent un terme aux espoirs nourris depuis de nombreuses années par les économistes et les hommes politiques de parvenir à domestiquer la conjoncture par tout un dispositif d'interventions. Car l'une des thèses les plus stimulantes développées par l'auteur consiste précisément à relativiser l'importance traditionnellement accordée à l'ordolibéralisme dans l'Allemagne d'Adenauer et d'Erhard. Sur le moyen terme, les ordolibéraux, dont le chef de file Walter Eucken meurt prématurément en 1950, ne parviennent pas véritablement à établir leur hégémonie, notamment sur le terrain universitaire. À un niveau plus politique, un consensus commence à se former dès le milieu des années 50 autour de l'idée qu'il est possible de contrôler l'évolution de la conjoncture par une action contracyclique de l'État, en clair qu'une vulgate keynésienne commence à devenir la référence dominante.
- 3 À ce tableau, bien introduit par une présentation brève mais très réussie de l'évolution de la pensée économique allemande depuis la Première Guerre mondiale, il est toutefois possible d'apporter quelques nuances. Sans conteste, la vision du « miracle économique » relève pour une part d'un mythe orchestré par les ordolibéraux eux-mêmes. Le rayonnement de ce mythe jusqu'à aujourd'hui a détourné l'attention d'une pensée économique allemande plus diversifiée qu'il n'y paraît au premier abord. Reste que le rôle du néo-libéralisme allemand nous semble ici minimisé à l'excès. S'il est un événement-clé dans l'établissement de la réputation des économistes dans la société allemande de l'après-guerre, c'est bien la mise en oeuvre des réformes par Ludwig Erhard en 1948. Or, ce moment fondateur du grand récit du « miracle économique » est à peine évoqué. Puisqu'il s'agit ici de cerner les contours d'une culture de l'expertise, pour reprendre l'un des termes du sous-titre de l'ouvrage, il est également étonnant que l'auteur ne fasse pas référence au rapport intitulé « La politique économique allemande est-elle juste ? », rédigé en 1950 par l'économiste néo-libéral Wilhelm Röpke à la demande du gouvernement fédéral et dont l'impact sur l'opinion a été

considérable. Si A.N. fait référence à Wilhelm Röpke, c'est d'ailleurs avant tout pour souligner qu'il cesse de produire des textes scientifiques et théoriques au lendemain de la guerre : peut-être, mais Wilhelm Röpke n'en est pas moins l'un des économistes les plus connus de la classe politique et de l'opinion publique par son inlassable action de vulgarisateur et de polémiste. Car la conquête du statut d'expert par une corporation universitaire résulte également d'un patient et inlassable travail de marketing. De manière plus générale, que ce soit au niveau national ou international, et bien qu'ils se trouvent à certains égards en position défensive dans les années 50 et 60, les néolibéraux allemands déploient une intense activité en terme de lobbying et de promotion de leurs idées, sur le plan économique bien sûr, mais également sur le plan social, culturel et en dernière analyse politique. C'est donc là que réside selon nous la seule limite de l'étude par ailleurs remarquable d'A.N., c'est-à-dire dans une appréhension trop strictement économique de son objet. Une approche plus culturelle aurait été souhaitable pour mieux appréhender, au-delà des quelques allusions auxquelles procède l'auteur, le rôle joué par le discours économique et les attendus idéologiques qui le sous-tendent dans la structuration des visions du monde et la détermination des orientations politiques de l'après-guerre.

4 Jean SOLCHANY (Institut d'Études Politiques de Lyon)

---

## AUTEUR

JEAN SOLCHANY

 IDREF : <https://idref.fr/035096683>

 VIAF : <http://viaf.org/viaf/24739558>

 ISNI : <https://isni.org/isni/0000000121246833>

 BNF : <http://data.bnf.fr/ark:/12148/cb13166737q>